



Communauté de travail
Swissaid • Action de Carême
Pain pour le prochain
Helvetas • Caritas • Eper

Monbijoustrasse 31 • Case postale • CH-3001 Berne
Tél. +41 31 390 93 30 • Fax +41 31 390 93 31
mail@swisscoalition.ch • www.swisscoalition.ch

Conférence de presse La Suisse et les objectifs du Millénaire de l'ONU

Dossier de presse

Sommaire	page
Communiqué de presse : Les objectifs du Millénaire : Les œuvres d'entraide exigent plus d'engagement de la part du Conseil fédéral	2
Bastienne Joerchel, Communauté de travail des œuvres d'entraide Les objectifs du Millénaire donnent un nouveau souffle au débat international sur le développement	4
Peter Niggli, directeur de la Communauté de travail des œuvres d'entraide Au Sommet du M+5, le Conseil fédéral entend-il proposer quelque chose ou économiser?	7
Antonio Hautle, directeur de l'Action de Carême et membre du comité directeur de la Communauté de travail Respectez votre engagement – Eradiquez la pauvreté !	9
Les objectifs du millénaire	11

Les objectifs du Millénaire

Les œuvres d'entraide exigent plus d'engagement de la part du Conseil fédéral

La Communauté de travail des œuvres d'entraide demande au Conseil fédéral de s'engager davantage pour la réalisation des objectifs du Millénaire lors de sa prochaine retraite sur la politique extérieure de la Suisse la semaine prochaine. La Suisse est pour l'instant restée en retrait des discussions internationales sur la manière de diminuer de moitié la pauvreté d'ici à 2015. Selon les œuvres d'entraide, dans la perspective du Sommet spécial de l'ONU de septembre prochain, le Conseil fédéral devrait prendre exemple sur d'autres pays européens et augmenter substantiellement son aide publique au développement. Il devrait également s'engager activement pour la création de nouvelles sources de financement sous forme d'un impôt international.

« Ces cinq dernières années, la Suisse a manifestement ignoré le fait que la Déclaration du Millénaire l'engageait elle aussi à des actes concrets » a déclaré Bastienne Joerchel de la Communauté de travail lors d'une conférence de presse à Berne. Dans de nombreux autres pays industrialisés, les objectifs du Millénaire ont déclenché un débat animé. En prévision du sommet de l'ONU en septembre prochain qui fera le point sur la mise en œuvre des objectifs et décidera de nouvelles mesures, de nombreux pays européens ont déjà annoncé leur intention d'augmenter substantiellement leur aide au développement et ont fait des propositions pour de nouvelles sources de financement et des mesures de désendettement. « Tous sont en effet unanimes pour reconnaître que les objectifs du Millénaire ne seront jamais atteints au rythme où vont les choses » précise Bastienne Joerchel.

Pour Peter Niggli, directeur de la Communauté de travail, le Conseil fédéral aurait manqué l'occasion de participer activement au débat ayant lieu au niveau international sur ces questions. A la place, il tenterait d'atteindre les 0,4% du PNB consacrés à la coopération au développement par des artifices statistiques en imputant des dépenses qui, jusqu'à présent, ne comptaient pas comme aide au développement. Peter Niggli exige, entre autres, du Conseil fédéral de reprendre l'objectif proposé par l'Union européenne et le Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan. Concrètement, cela signifie que la Suisse devrait faire passer son aide au développement de 0,56% du PNB jusqu'en 2010 à 0,7% jusqu'en 2015, participer activement à la discussion sur les nouvelles sources de financement et soutenir la proposition britannique d'alléger la dette que les pays pauvres ont à l'égard des organisations internationales.

Avec une action de cartes postales, les œuvres d'entraide Pain pour le prochain et Action de Carême demandent au conseiller fédéral Joseph Deiss de s'engager pour plus d'aide publique au développement, pour une diminution de la dette des pays pauvres et pour des règles commerciales qui atténuent la pauvreté plutôt que de l'accentuer. Cette action fait partie d'une campagne mondiale de plusieurs centaines d'organisations non-gouvernementales, de syndicats et de mouvements sociaux a

précisé Antonio Hautle, directeur d'Action de carême. Trois journées d'action seront organisées à l'occasion desquelles des millions de personnes sont priées de porter des rubans blancs en signe de protestation contre le « scandale de la pauvreté » et exiger des gouvernements des actions concrètes.

A l'occasion d'une retraite consacrée à la politique extérieure, le Conseil fédéral doit discuter de la contribution de la Suisse aux objectifs du Millénaire. La communauté internationale les a adoptés à l'unanimité en 2000. Le but est la diminution de moitié du nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté, c'est-à-dire souffrant de la faim, et d'améliorer massivement la santé, l'éducation et l'accès à l'eau potable, jusqu'en 2015. Les pays industrialisés se sont engagés à contribuer à la réalisation de ces objectifs par la mise en place d'un système commercial et financier plus équitable, l'augmentation de l'aide publique au développement et un allègement substantiel de la dette des pays pauvres.

Pour plus de renseignements :

Bastienne Joerchel : 021 612 00 95 ou 079 445 94 87

bjocerhel@swisscoalition.ch

www.swisscoalition.ch

Les objectifs du Millénaire donnent un nouveau souffle au débat international sur le développement

Bastienne Joerchel, Communauté de travail Swissaid • Action de Carême • Pain pour le Prochain • Helvetas • Caritas • Eper

2005 est une année déterminante pour la coopération au développement. Du 14 au 16 septembre prochain se tiendra en effet à New York le Sommet spécial de l'ONU sur les objectifs du Millénaire (Sommet M + 5). Il y a cinq ans, la communauté internationale adoptait unanimement la Déclaration du Millénaire afin de lutter, dans un effort commun jusqu'en 2015, contre l'extrême pauvreté et les inégalités. La rencontre extraordinaire de septembre constatera que trop peu d'initiatives ont été prises et que de nouvelles mesures sont nécessaires pour atteindre les objectifs fixés. Tant les pays industrialisés que les pays en développement seront mis à contribution. Le Conseil fédéral définira sa position lors de sa retraite du 18 mai prochain consacrée à la politique extérieure. Jusque là, il avait manifestement ignoré le fait que la Déclaration du Millénaire engageait aussi la Suisse à des actes concrets.

Les objectifs à atteindre jusqu'en 2015 sont, entre autres, la réduction de moitié de l'extrême pauvreté et de la faim, l'éducation primaire pour tous les enfants, l'intensification de la lutte contre la malaria et le sida et une réduction drastique de la mortalité infantile et maternelle (cf la liste complète dans le dossier de presse). Les huit objectifs fixés sont des impératifs minimaux : ils représentent le condensé d'un ensemble beaucoup plus large de résolutions adoptées par la communauté internationale lors des nombreux sommets spéciaux durant les années 1990. Leur originalité et leur intérêt résident dans le fait qu'ils ont été quantifiés et accompagnés d'indicateurs clairs et de délais contraignants.

L'objectif No 8 exige des pays industrialisés de contribuer à la construction d'un « partenariat mondial pour le développement » par la mise en place d'un système commercial et financier plus équitable, l'augmentation quantitative et qualitative de l'aide au développement et un renforcement des mesures de désendettement. Il est symptomatique de constater que l'objectif No 8 est celui qui est formulé de la manière la moins contraignante. Il doit justement être précisé lors de la réunion de New York.

Sur le plan international, il est unanimement admis qu'au rythme où vont les choses, les objectifs du Millénaire ne seront jamais atteints. Dans quelques pays, en Chine et en Inde par exemple, le nombre de personnes vivant dans une extrême pauvreté – c'est-à-dire qui vivent avec moins d'un dollar par jour – a légèrement diminué. Mais dans d'autres régions, en particulier en Afrique subsaharienne, la situation ne s'est pas améliorée, mais plutôt détériorée.

Dans le cadre du « *Millenium project* » de l'ONU, l'économiste américain Jeffrey Sachs et son équipe, ont présenté en janvier 2005 un rapport détaillé sur la manière

de réaliser les objectifs malgré tout dans les délais. Afin que toutes les mesures puissent trouver un financement, l'équipe de Jeffrey Sachs exhorte notamment les pays les plus pauvres à augmenter leurs impôts de 4% par rapport à leur PNB. Les montants que ces pays devraient investir eux-mêmes dans la lutte contre la pauvreté s'élèveraient donc à 120 milliards de dollars en 2010 et 260 milliards en 2015. Des pays industrialisés, Jeffrey Sachs exige une augmentation progressive de l'aide au développement de 60 milliards de dollars à 195 milliard en 2015.

Le Sommet spécial de septembre sera essentiellement consacré à la question du financement. Le Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, appelle tous les pays industrialisés à augmenter leur aide au développement à 0,5% de leur PNB jusqu'en 2009 et à 0,7% au plus tard jusqu'en 2015. Il exige davantage de désendettement, pas seulement pour les pays les plus pauvres, et suggère l'introduction d'un mécanisme international de financement. Ce nouvel instrument permettrait de mettre rapidement à disposition des moyens supplémentaires pour la lutte contre la pauvreté, par exemple, dans des projets d'éradication de la malaria ou du sida. A moyen terme, il devrait être financé par une sorte d'impôt international pour le développement. Si les propositions de Kofi Annan étaient adoptées en septembre prochain et ensuite mises en oeuvre, un pas important en faveur de la lutte contre la pauvreté serait alors franchi.

Les chances pour que ceci se réalise n'ont jamais été aussi bonnes. De nombreux gouvernements prennent très au sérieux la concrétisation des objectifs du Millénaire et se montrent prêt à augmenter leur participation financière.

- Sept pays de l'Union européenne (UE) ont établi un plan pour augmenter leur budget d'aide au développement et atteindre les 0,7% du PNB : Irlande (2007), Belgique (2010) Finlande (2010), France (2012), Angleterre (2013), Espagne (2015), Tchèque (2015) ; l'Allemagne décidera prochainement.
- Des cinq pays qui ont déjà atteint les 0,7%, trois ont prévu d'augmenter leur aide publique au développement jusqu'à 1% dans les prochaines années (Norvège, Luxembourg, Suède (les deux autres étant la Hollande et la Danemark).
- La Commission de l'UE s'est fixé comme objectif d'atteindre les 0,56% du PNB d'ici 2010. L'actuelle présidence, assurée par le Luxembourg, aimerait faire adopter le 0,7% dans un délai raisonnable : ces décisions seront prises lors de la rencontre des Ministres du développement fin mai.
- Plusieurs pays se sont activement investis dans la discussion pour l'adoption de nouveaux instruments de financement du développement. La France, l'Allemagne et l'Espagne travaillent ensemble avec le Brésil et le Chili dans le cadre du dénommé « Groupe Lula ». Au centre des discussions, des impôts sur les transactions financières internationales, sur la vente d'armes, sur le kérosène (en l'occurrence sur le billets d'avion).
- Le gouvernement britannique a proposé la création d'un mécanisme international de financement, repris par Kofi Annan. Celui-ci pourrait apporter pendant dix ans 50 milliards de dollars (pris sur le marché des capitaux) à la lutte contre la pauvreté. Le G8, qui se réunit en juillet en Ecosse, se prononcera probablement pour une variante « light » d'un tel mécanisme.

- De Londres est également venue la proposition d'éliminer la dette des pays pauvres à l'égard de la Banque mondiale, du FMI et des banques régionales de développement. Les anglais invitent notamment les pays industrialisés à prendre en charge le service de la dette des pays pauvres auprès de la Banque mondiale en fonction de leur propre participation ; au FMI, c'est la vente d'une partie des réserves d'or qui pourrait servir au paiement des dettes. Ceci allègerait d'autant plus les budgets des pays concernés pour qui la dette multilatérale constitue environ un tiers du poids total de celle-ci. L'Angleterre a déjà conclu des accords allant dans ce sens avec quelques pays africains et soumettra sa proposition au G8 en juillet.

Ce bref aperçu montre qu'une dynamique positive s'est enclenchée au niveau international, ce qui aurait été inimaginable ces quinze dernières années, période pendant laquelle les budgets de la coopération au développement n'ont cessé de baisser.

Pour plus de renseignements :

Bastienne Joerchel, bjoerchel@swisscoalition.ch

Au Sommet du M+5, le Conseil fédéral entend-il proposer quelque chose ou économiser?

Peter Niggli, directeur de la Communauté de travail Swissaid • Action de Carême • Pain pour le Prochain • Helvetas • Caritas • Eper

On peut admettre que l'UE et le sommet du G 8 s'entendront sur quelques propositions de financement du développement faisant à l'heure actuelle l'objet de débats sur la scène internationale. Cela signifie que l'Assemblée générale extraordinaire de l'ONU, en septembre, prendra des décisions concrètes.

La Suisse s'y est-elle préparée ? Pas pour le moment! Elle n'a pas pris part à ces discussions. Et donc, logiquement, n'a pas eu d'influence sur la teneur et l'orientation des propositions. Le Conseil fédéral ne s'est quasiment pas préoccupé des engagements qu'il a pris en 2000 en apposant sa signature au bas de la Déclaration du Millénaire. Pendant quelque temps, il a bercé l'espoir que le discours en faveur d'une augmentation de l'aide au développement et de nouveaux instruments de financement en resterait à du simple verbiage. Cela aurait permis à la Suisse de faire l'épargne d'un avis concret. Un tel „ménagement“ ne lui sera pas concédé désormais.

Si le Conseil fédéral s'en tenait à ses positions actuelles, il devrait annoncer à l'Assemblée générale extraordinaire de l'ONU que la Suisse n'est pas en mesure de participer à l'accroissement de l'aide au développement car elle entend d'abord faire de l'ordre dans ses propres finances publiques. Il devrait dire ensuite qu'il considère le débat sur les impôts internationaux et sur de nouveaux instruments de financement du développement comme inutile et manqué et s'opposerait à l'introduction de ces nouveaux outils. Finalement, il devrait faire savoir que notre pays n'a pas d'argent pour des mesures de désendettement supplémentaires à moins qu'il ampute le budget du développement des montants correspondants. Tel serait à peu près le discours que le président de la Confédération Samuel Schmid devrait tenir, lui qui mènera la délégation suisse à New York au mois de septembre.

Or un tel discours est inimaginable. Seule la superpuissance américaine pourrait se permettre un tel affront. Mais pas ce petit État qu'est la Suisse, laquelle a des contrats de libre-échange avec chaque pays – ou souhaiterait en avoir – et sert de banquier privé aux nantis de ce monde.

Voici un bref exposé de la situation à laquelle le Conseil fédéral doit mûrement réfléchir à l'occasion de sa retraite du 18 mai consacrée à sa politique extérieure. À notre avis, il n'y aura pas d'alternative à un repositionnement de la Suisse.

Nous invitons le Conseil fédéral à considérer trois décisions :

Un nouvel objectif pour le budget que la Suisse consacre au développement. La décision prise en 2001 de faire passer l'aide au développement à 0,4% du produit national brut (PNB) d'ici à 2010 est toujours officielle. Les augmentations annuelles y relatives dans le plan financier ont toutefois depuis lors été victimes des programmes d'écono

mie et d'allégement budgétaire. En contrepartie, l'administration est en train de gonfler le budget de l'aide au développement par des artifices statistiques, sans mobiliser davantage de ressources à cette fin. La Suisse faisait partie jusqu'il y a peu des nations se prévalant, au sein du comité d'aide au développement de l'OCDE, d'interpréter strictement les critères d'imputabilité à l'aide au développement. Depuis deux ans, le Conseil fédéral a édulcoré cette position et donc enflé nominalement le budget du développement. D'autres assouplissements sont prévus. Si le Conseil fédéral impute les frais de l'asile à la coopération au développement – ce qui est prévu –, alors la Suisse aurait déjà dépassé l'an dernier la barre des 0,4%, et ce sans dépenser un centime de plus. Lors du sommet du M+5 à New York, le Conseil fédéral devrait de ce fait fixer un nouveau jalon. Nous proposons que la Suisse reprenne l'objectif de l'Union européenne et de Kofi Annan. Elle devrait donc, d'ici à 2010, faire passer son aide au développement par étapes successives à 0,56% du PNB. Et d'ici à 2015 à 0,7%.

Collaboration active à la conception et à la mise en oeuvre de nouveaux instruments internationaux de financement du développement. De tels instruments verront le jour. La Suisse peut maintenant déjà exercer une incidence sur leur conception. Si elle persiste dans sa position de refus passif, elle devra ultérieurement adopter des instruments élaborés par d'autres. Selon nous, notre pays devrait s'engager pour que le « mécanisme international de financement » – qui apparaîtra sous une forme ou sous une autre cette année – puisse être refinancé ultérieurement par un impôt international. Par exemple via une taxe sur le kérosène, un sujet qui fait actuellement l'objet de débats. La Suisse concrétiserait ainsi une position qu'elle défend de façon abstraite depuis longtemps au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), à savoir faire en sorte qu'à long terme les prix du transport mondial internalisent les coûts externes.

Appui à la proposition anglaise selon laquelle les pays industrialisés devraient assumer le service de la dette des pays les plus démunis vis-à-vis de la Banque mondiale d'ici à 2015. La Suisse devrait soutenir cette initiative à hauteur de sa part d'actions à la Banque mondiale. Une grossière estimation montre que 45 millions de francs par an sont en jeu. Jusqu'ici, la Suisse s'est montrée récalcitrante à la proposition de la Grande-Bretagne même si la Banque mondiale a elle-même constaté que l'initiative de désendettement en cours pour les pays pauvres, l'initiative HIPC, n'a pas été à la hauteur des espoirs placés en elle.

De plus, le Conseil fédéral devra discuter des mesures avec lesquelles il entend améliorer l'efficacité de l'aide et assurer une meilleure cohérence entre sa politique envers les pays du sud et sa politique économique extérieure. On sait qu'il s'agit d'un thème auquel la Suisse doit réfléchir vu les exigences posées par les pays en développement au sein de l'OMC. Antonio Hautle, notamment, s'exprimera à ce sujet.

Informations complémentaires :

Peter Niggli, pniggli@swisscoalition.ch

Respectez votre engagement – Eradiquez la pauvreté !

Antonio Hautle, directeur de l'Action de Carême et membre du Comité directeur de la Communauté de travail Swissaid • Action de Carême • Pain pour le prochain • Helvetas • Caritas • Eper

Des centaines d'organisations non gouvernementales, de syndicats et de mouvements sociaux s'engagent à l'échelon du globe dans une campagne conjointe visant à éradiquer enfin le scandale de la pauvreté. Dans plus de 70 pays, des groupes d'action se sont constitués à l'enseigne de l'Appel mondial à agir contre la pauvreté (Global Call to Action against Poverty). Ils entendent inciter leurs gouvernements, le sommet du G 8 de juillet et la Conférence ministérielle de l'OMC de décembre à mener une politique qui permette d'atteindre effectivement les objectifs du Millénaire d'ici à 2015. Trois exigences sont prioritaires dans ce contexte:

- Premièrement, il faut changer les règles du commerce mondial de telle sorte qu'elles ne créent pas davantage de pauvreté mais au contraire encouragent le développement social. L'ouverture rapide des marchés à laquelle les pays en développement ont été contraints (et continueront de l'être) au nom de la libéralisation du commerce a souvent accentué et non pas atténué la pauvreté, par exemple parmi les petits paysans.
- Il faut, deuxièmement, procéder à une remise substantielle de la dette. Les efforts consentis jusqu'ici dans le cadre de l'initiative dite HIPC en faveur des pays pauvres très endettés n'ont pas eu les effets promis. De nombreux pays pauvres doivent toujours s'acquitter d'un énorme service de la dette auprès des créanciers du riche hémisphère nord, ce qui réduit d'autant les investissements qu'ils réalisent dans la santé ou l'éducation. L'endettement explique largement pourquoi de nombreux pays ne parviennent pas à remplir les objectifs du Millénaire. Nous exigeons en outre que la remise des dettes ne soit plus liée aux conditions de politique économique du FMI, conditions qui ont souvent attisé la pauvreté. Dans le même temps, les gouvernements des pays endettés doivent aussi s'engager à gérer correctement les affaires publiques dans l'intérêt de leurs propres populations.
- Troisièmement, l'Appel mondial à agir contre la pauvreté demande que les pays de l'OCDE augmentent rapidement leur aide au développement et veillent à ce qu'elle profite effectivement aux plus pauvres. Tous les pays industrialisés doivent présenter un plan contraignant montrant quand ils parviendront à affecter 0,7 % de leur produit national brut – chose promise depuis des années déjà – à l'aide au développement et donc à la réduction de la pauvreté.

Pour donner plus de poids à ses exigences, l'Appel mondial à agir contre la pauvreté organise trois journées d'action à l'échelle du globe. Des millions de personnes sont priées de porter en ces occasions des rubans blancs en signe de protestation contre la pauvreté. Ces journées auront lieu le 1^{er} juillet, avant le sommet du G 8 en Écosse, le 10 septembre, avant l'assemblée extraordinaire de l'ONU à New York, et le 10 dé

cembre, à la veille de la Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Hong Kong.

En Suisse, les activités de l'Appel mondial seront coordonnées par la Communauté de travail et activement soutenues par l'Action de Carême et Pain pour le prochain. Nous demandons à la population de porter des bracelets blancs le 10 septembre afin d'encourager le Conseil fédéral à mener une politique plus décidée en faveur des objectifs du Millénaire. À Genève, un groupe d'action local invite à une démonstration le 11 juin déjà.

Les deux organisations d'entraide Pain pour le prochain et Action de Carême collaborent activement à l'Appel mondial via leurs réseaux internationaux respectifs APRODEV et CIDSE. En Suisse, elles ont lancé la campagne «Respectez votre engagement – Eradiquez la pauvreté». Celle-ci inclut l'envoi de cartes postale au premier ministre britannique, Tony Blair, hôte du sommet du G 8 de cette année. Cette action fait partie intégrante d'une campagne internationale.

Une seconde carte postale est destinée au ministre suisse de l'économie, le conseiller fédéral Deiss. Nous l'y incitons à s'engager :

- pour que la Suisse augmente son aide publique au développement à hauteur de 0,7 % du produit national brut et oriente davantage sa coopération au développement vers la lutte contre la pauvreté, contre les injustices et les inégalités ;
- pour une remise des dettes publiques, lesquelles empêchent les pays en développement d'atteindre les objectifs du Millénaire ;
- pour que tous les programmes du FMI, l'Accord agricole de l'OMC et les accords commerciaux bilatéraux auxquels la Suisse participe, incluent le droit pour les pays en développement de protéger leurs paysans par des droits de douane sur les produits agricoles.

Nous encourageons la population suisse à prendre part à l'envoi de cartes postales et donc à la campagne mondiale en faveur des objectifs du Millénaire. Notre pays prospère a sa part de responsabilité dans la pauvreté ici-bas et dispose de moyens et de possibilités pour éradiquer cette injustice. Il faut également exiger des actes concrets de notre gouvernement pour qu'il soit possible de mettre fin au scandale de la pauvreté.

Informations complémentaires :

Antonio Hautle, tél. 041 227 59 71 ou 079 705 92 71

Adresses de commande de cartes postales : www.actiondecareme.ch et www.ppp.ch

Informations sur l'Appel mondial à agir contre la pauvreté (Global Call to Action against Poverty): www.whiteband.org

Commande de bracelets blancs : mail@swisscoalition.ch

Les objectifs du Millénaire

La situation de départ est celle de l'année 1990 et les objectifs à atteindre ceux de l'année 2015 (sauf mention contraire)

1. Faire disparaître l'extrême pauvreté et la faim

- réduire de moitié la proportion de la population vivant avec moins de 1 dollar par jour
- réduire de moitié la proportion de la population souffrant de la faim.

2. Garantir à tous une éducation primaire

- donner à tous les enfants, garçons et filles, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires.

3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

- éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaires et secondaires d'ici 2005 si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard.

4. Réduire la mortalité infantile

- réduire des 2/3 le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans.

5. Améliorer la santé maternelle

- réduire des 3/4 le taux de mortalité maternelle.

6. Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et autres maladies

- enrayer la propagation du VIH/SIDA et commencer à inverser la tendance actuelle.
- enrayer la progression du paludisme et d'autres grandes maladies et commencer à inverser la tendance actuelle.

7. Assurer la durabilité des ressources environnementales

- intégrer les principes du développement durable dans les politiques nationales et inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales
- réduire de moitié le pourcentage de la population privée d'un accès régulier à l'eau potable
- améliorer sensiblement, d'ici 2020, la qualité de vie des 100 millions de personnes vivant dans des taudis.

8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

- instaurer un système commercial et financier plus ouvert, fondé sur des règles, prévisible et non discriminatoire, ce qui implique un engagement en faveur de la bonne gouvernance, du développement et de la lutte contre la pauvreté, aussi bien à un niveau national qu'international
- subvenir aux besoins des pays les moins avancés, ce qui suppose l'admission, en franchise et hors contingents de leurs exportations, un programme renforcé d'allègement de la dette et l'annulation de la dette publique bilatérale, ainsi qu'une aide publique au développement plus généreuse aux pays qui démontrent leur volonté de lutter contre la pauvreté
- subvenir aux besoins spécifiques des pays enclavés et des petits Etats insulaires en développement en appliquant le Programme d'action pour le développement durable des petits Etats insulaires en développement et les conclusions de la vingt-deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies
- engager une démarche globale pour régler le problème de la dette des pays en développement par des mesures nationales et internationales propres à rendre cet endettement supportable à long terme
- en coopération avec les pays en développement, imaginer et appliquer des stratégies de nature à créer des emplois productifs décents pour les jeunes
- en coopération avec les laboratoires pharmaceutiques, proposer des médicaments essentiels accessibles à tous dans les pays en développement
- en coopération avec le secteur privé, mettre à la disposition de tous les bienfaits des nouvelles technologies, notamment celles de l'information et des communications.

Source: <http://www.un.org/french/millenniumgoals/>